

Vie de la population civile brestoise

1939-1945

Les résultats du bac - 1942

Ph. Coll. Archives Municipales

Vue générale du centre ville de Brest détruit - 1944



Ph. Coll. Archives Municipales

Se rappeler
ce que les Brestois
ont vécu...

Kaboul aujourd'hui



D.R.

...pour mieux comprendre
ce que d'autres vivent
aujourd'hui.

Remerciements

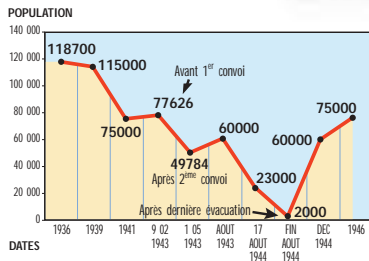
Cette exposition, initiée par l'Université Européenne de la Paix, a été conçue par les Archives Municipales et Communautaires de Brest et réalisée en partenariat avec la Ville de Brest, le réseau des Bibliothèques municipales de Brest, le Musée des Beaux Arts de Brest, les Amis de Recouvrance, Mémoire de Lambézellec, Mémoire de Saint-Pierre et la participation de la Banque de Données Localisées (Communauté Urbaine de Brest), des Archives départementales du Finistère et des prêteurs particuliers : M^{mes} Bramé et Pouliquen, MM Aubrée, Simonet, Kerdoncuff et Girardon.

Photographie : Yvan Breton, Brest - Conception des panneaux : AMURE, 18 rue Jules Guesde, Brest.

La déclaration de guerre



Avis de mobilisation générale
Sept. 1939 - Aff. Coll. Archives Municipales



Population de l'agglomération brestoise entre 1936 et 1946



Ordonnances d'augmentation du prix des marchandises ; premières consignes de défense contre l'ennemi - Juin 1940



Avis de mobilisation générale - Sept. 1939

	CHRONOLOGIE NATIONALE	CHRONOLOGIE BRESTOISE	VIE QUOTIDIENNE
1939	<ul style="list-style-type: none"> 23 août : signature du pacte germano-soviétique à Moscou. 1^{er} sept. : ordonnance de mobilisation générale. 3 sept. : déclaration de guerre du Royaume-Uni et de la France à l'Allemagne. 		
1940	<ul style="list-style-type: none"> 15 mai : percée des blindés allemands à Sedan. 26 mai : début de l'évacuation des troupes encerclées par les Allemands à Dunkerque (4 juin). 14 juin : occupation de Paris par les troupes allemandes. 18 juin : appel de De Gaulle. 22 juin : armistice franco-allemand à Compiègne. 1^{er} juillet : le gouvernement français s'installe à Vichy. 11 juillet : l'Assemblée réunie à Vichy vote les pleins pouvoirs à Pétain. 30 oct. : sortie sa rencontre avec Hitler à Montoire. Le Maréchal Pétain appelle à la collaboration. 	<ul style="list-style-type: none"> 26 mai : Brest contribue à l'évacuation de la poche de Dunkerque par l'envoi de nombreux bateaux. 9 juin : l'or de la banque de France est embarqué pour qu'il échappe à l'ombroiseur. 14 juin : le port militaire est bombardé par l'aviation allemande. La cible, sans doute le cuirassé Kichelin. 18 juin : incendie des cales à mazout au port de commerce (400 000 litres de carburants). 19 juin : entrée des Allemands dans Brest. 25 juin : le jour de l'entrée en vigueur de l'armistice, les troupes allemandes installent leurs commandements dans la ville. 20 sept. : début de la première période des bombardements sur la ville (8 juillet 1940 au 11 février 1942). 	<ul style="list-style-type: none"> 12 déc. : la Préfecture du Finistère interdit la vente de viande et de charcuterie le vendredi. 15 janv. : introduction des cartes d'alimentation. Mars : la Préfecture du Finistère interdit la vente de viande et de charcuterie les mercredi, jeudi et vendredi. La pâtisserie est interdite les mardi et mercredi. 7 juin : suppression des congés payés. 20 octobre : généralisation des cartes d'alimentation.
1941	<ul style="list-style-type: none"> 22 juin : l'Allemagne envahit l'Union Soviétique. 13 juil. : la France Libre prend l'appellation de France combattante. 	<ul style="list-style-type: none"> 22 mars : 3 croiseurs allemands (le Scharnhorst, le Gneisenau et le Prinz-Eigert) mouillent en rade de Brest, faisant leurs pénitents de victoire. 4 avril : destruction de l'Hôtel Continental, O.C. du Gouverneur de la Bretagne. 14 avril : bombardement des Britanniques (destruction de l'hôpital civil). 4 juil. : les Allemands font sauter le monument américain au Cours d'Ajot. 11 sept. : les Brestois ne peuvent plus circuler entre 20 h et 6 h du matin. C'est le premier acte de punition collective face à une attitude rebelle des habitants envers l'ennemi. 24 juil. : violent bombardement de la ville pendant 2 h 20. Un des premiers bombardements de jour par les forteresses volantes. 	<ul style="list-style-type: none"> 13 janv. : les œufs valent 3,25 francs pièce, l'huile 120 francs le litre, et le beurre 90 francs le kilo. 28 fév. : les rations de pain sont diminuées de 20 % dans les zones non-occupées.
1942	<ul style="list-style-type: none"> 18 août : échec à Dieppe de la tentative de débarquement allié. 13 janv. : Hitler ordonne la "guerre totale". 26 janv. : unification des mouvements de Résistance sous la présidence de Jean Moulin. 	<ul style="list-style-type: none"> 11 févr. : le biseau britannique est forcé par les 3 croiseurs allemands de rebour à Brest. 12 févr. : début d'une seconde période de bombardements (août 1944). 	<ul style="list-style-type: none"> 16 juin : Laval accepte le principe de la relève : des Français font travailler en France en échange de la libération de prisonniers (les premiers prisonniers rentrent le 11 août). 4 sept. : entrée en vigueur de la loi mobilisant la main-d'œuvre de 21 à 35 ans pour le compte de la France. 15 oct. : les films britanniques et américains sont interdits.
1943	<ul style="list-style-type: none"> 27 avril : première réunion clandestine du Conseil National de la Résistance. 9 avril : le Général de Gaulle est nommé Commandant en chef des Armées de la France Combattante. 3 juin : mise en place du gouvernement provisoire. 6 juin : débarquement en Normandie. 	<ul style="list-style-type: none"> 3 févr. : visite de l'ordonnance de Pétain à Brest. Il fait un don de 5000 francs pour les hospices. 22 mars : tentative des allemands de récupérer les postes émetteurs. Nombreuses arrestations. 	<ul style="list-style-type: none"> 16 févr. : création du Service du Travail Obligatoire (STO) pour les jeunes âgés de 20 à 23 ans. 2 févr. : le STO est étendu à tous les Français âgés de 16 à 60 ans. Mai : les restrictions se font plus dures : réduction de la distribution de l'eau, suppression du courant électrique et du service des tramways, interruption de la fabrication du pain, plus de trains...
1944	<ul style="list-style-type: none"> 15 août : débarquement en Provence. 24 août : la 2^{ème} D.B. du Général Leclerc entre dans Paris. 25 août : la garnison allemande capitule à Paris. Le Général de Gaulle est acclamé par la foule. 23 oct. : le gouvernement du Général De Gaulle est reconnu par les Alliés. 4 fév. : ouverture de la conférence de Yalta. 	<ul style="list-style-type: none"> 4 août : début de la 3^{ème} période des bombardements avec le siège : la ville sera assiégée. 7 août : début du siège de Brest avec l'arrivée de la 6^{ème} division blindée américaine. Trois autres divisions, d'infanterie celles-ci, suivront (2^{ème}, 8^{ème} et 29^{ème}). 13 et 14 août : évacuation totale de la ville. 9 sept. : drame de l'abri Sadi-Carnot. 373 Brestois et environ 500 Allemands sont tués par une explosion dans l'abri. 12 sept. : demande de reddition du Général Ramcke par Middleton. 19 sept. : reddition du Général Ramcke à Crozon. 20 sept. : remise officielle de la Ville à Jules Lullien par nos libérateurs : Middleton et un représentant des forces britanniques. 	<ul style="list-style-type: none"> 22 oct. : fin de Radio-Londres.
1945	<ul style="list-style-type: none"> 7 mai : signature de la capitulation allemande à Reims. 15 août : proclamation de la fin de la Seconde Guerre mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> 23 févr. : débarquement des premiers bateaux américains apportant du ravitaillement aux civils français. 1^{er} nov. : suppression provisoire des cartes de pain (rétablies le 28 novembre suite d'approvisionnement suffisant). 	

Chronologie des événements qui jalonnèrent la période de la Seconde Guerre mondiale mais aussi les événements plus locaux qui ont meurtri notre Ville de Brest.



L'armée allemande s'installe et défile au pas de l'oie sur le Cours d'Ajot 19 juin 1940



La défense passive



Vie à l'intérieur de l'abri Ponchelet
Septembre 1944 - Ph. Coll. Archives Municipales

Avant même le début des hostilités de septembre 1939, une véritable organisation de la Défense Passive avait été mise sur pied. A Brest-Ville, une commission de la Défense Passive, présidée par le Colonel Michel Scheidhauer, œuvrait dans deux domaines :

- la sensibilisation du problème de Défense Passive.
- la préparation d'un plan de protection de la population.

La commission interurbaine (Brest, Saint-Marc, Saint-Pierre, Lambézellec) était présidée par M. Le Gorgeu puis par M. Eusen.

■ Organisation de la Défense Passive :

La Ville de Brest était divisée en "*secteurs*". Chaque secteur était découpé en "*îlots*" auxquels étaient affectés les agents de la Défense Passive sous la responsabilité de chefs. Les équipes de la Défense Passive étaient, si l'on excepte un petit nombre de volontaires, constituées d'agents requis par le Préfet ou par le Maire. De son côté la population appliquait les consignes de la Défense Passive : sable stocké pour lutter contre les bombes incendiaires, mesure de limitation de l'éclairage (lumières à intensité réduite, occultation des portes et fenêtres...). La police dans les abris incombait aux agents de la Défense Passive porteurs, à Brest, d'un brassard jaune sur lequel sont inscrites les lettres DP. Il leur faudra agir de façon énergique pour maîtriser la ruée à l'entrée de l'abri d'une population saisie de panique quand l'alerte est déclenchée avec retard alors que les bombes commençaient à tomber.

■ La Défense Passive à l'œuvre :

Chaque agent avait une tâche bien définie (déblaiement, liaison, incendie, secourisme, protection contre l'incendie...) et se mobilisait de jour comme de nuit. Coiffés d'un casque à bande blanche les agents travaillaient, dans leurs vêtements civils, avec des moyens dérisoires au regard de la tâche à accomplir, sous les bombardements et sous les retombées d'éclats de la DCA., pour retrouver des survivants emmurés, soigner les blessés, limiter les risques d'incendie... Le travail de ces équipes se faisait le plus souvent à "*mains nues*", causant plaies et coupures, dans l'enchevêtrement des bois de charpentes et de planchers, noyés dans les plâtras et les poussières des murs de maisons effondrées, cependant qu'un autre danger pouvait exister avec les poutres et les débris de toiture en suspens au-dessus des têtes. La dotation des équipes de la D.P. en pelles et pioches sera tardive mais leur emploi n'était pas toujours efficace quand il fallait particulièrement agir avec des gestes mesurés pour dégager des victimes prises sous les décombres.

Les agents de la Défense Passive ont payé un lourd tribut à la guerre. Soixante trois ont été tués en service commandé, victimes de leur devoir. Triste record, puisque pour les quatre villes de France les plus bombardées, on relève :

- Victimes au sein de la Défense Passive :**
- BREST : 63 tués
 - Paris et sa banlieue : 29 tués
 - Marseille : 19 tués
 - Caen : 14 tués. □

Texte : André Kerdonoff



Ph. Coll. Archives Municipales

Avis à la population de l'agglomération brestoise. Consignes de la Défense Passive



Ph. Coll. Archives Municipales

Consignes au chef de l'abri du Forestou



Ph. Arm. de Recourance

Groupe de la Défense Passive devant l'abri de Recourance
Août 1944



Serie H - Archives Municipales

Ecole Dixmude : plan de l'abri



Ph. Coll. Archives Municipales

Groupe de Brestois de la Défense Passive - 19 juin 1944



Propagande et résistance passive



"Servir l'Allemagne, c'est trahir" - Décembre 1941

Série H - Archives Municipales



Série H - Archives Municipales

Communiqué concernant les avis passés dans la presse
Décembre 1941



Série H - Archives Municipales

Communiqué concernant l'enlèvement des postes TSF
Mai 1944



Coll. Amis de Bouvance

Tract parachuté - Le Courrier de l'Air - 14 août 1943



Coll. Amis de Bouvance

Propagande allemande
"Les causeries
du docteur Friedrich"
19 juin 1944



Coll. Amis de Bouvance

Revue de propagande allemande : "Conseils pour le choix d'une profession"



La vie quotidienne :

Les privations



Corvée d'eau pour des Brestoises dans le centre ville détruit - 1944

Ph. Coll. Archives Municipales



Tickets de pain

Série H - Archives Municipales

La vie quotidienne est marquée par les difficultés de ravitaillement et les bombardements. Dès le début de la guerre, les Brestoises amassent les provisions. Cette panique, jointe à la main-mise allemande sur les stocks, précipite la pénurie.

Pour la gérer, à l'automne 1940, le gouvernement de Vichy met en place des groupements d'achat et de répartition auxquels tout commerçant doit appartenir. Le règne des bons, points et tickets commence. Le tabac et le pain sont rationnés, le café est remplacé par de l'orge grillé, le sucre par de la saccharine. La viande et même le poisson disparaissent (la pêche au large est momentanément interdite). L'essence, le charbon, le bois, le savon sont contingentés. Face aux exigences de l'occupant, qui réduit sans cesse les rations attribuées aux civils, le marché noir se développe ainsi que la débrouillardise et l'ingéniosité : des légumes sont plantés sur les remparts, des poulets ou lapins sont élevés dans les cours ou les appartements.

À la Libération, le retour progressif à Brest de 35000 habitants, sur les 61000 qui avaient dû quitter la ville, ne sera pas aisé. L'alimentation en eau potable posera des problèmes pendant plusieurs mois. Fin 1945, le beurre, le lait, le sucre et l'huile demeurent rares. En 1946, la situation est toujours difficile, le rationnement persiste, les prix augmentent. Il faudra attendre le début des années 50 pour voir un réel rétablissement. □



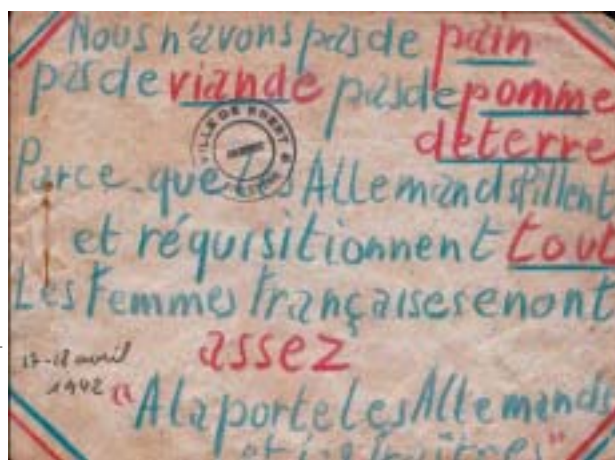
Tickets de matières grasses et de fromage
Septembre à octobre 1940

Série H - Archives Municipales



Tickets de carburant - Mai 1941

Série H - Archives Municipales



Tract : réclamations des femmes françaises - 18 avril 1942

Série H - Archives Municipales

Carte de ravitaillement : tickets de charbon 1945-1946



Série H - Archives Municipales



Rationnement : instruction générale - 1941

Série H - Archives Municipales



Rationnement : instruction générale 10 avril 1941

Série H - Archives Municipales



La vie quotidienne :

Le travail



Communiqué de presse dans *La Dépêche* : recrutement de manœuvres - 31 janvier 1943

Ph. - Coll. Archives Municipales



Avis sur l'organisation du travail
15 juin 1944

Série H - Archives Municipales



Communiqué de presse dans *La Dépêche*
Recrutement de sténo-dactylographes
2 février 1943

Coll. Archives Municipales



Série H - Archives Municipales



Avis du maire de la Ville de Brest
Fête du 14 juillet :
consignes à la population
13 juillet 1940

Mfiche Coll. Archives Municipales



Mfiche Coll. Archives Départementales du Finistère



Série H - Archives Municipales

Les interdictions

"Ils" étaient entrés dans Brest dans la soirée du 19 juin 1940 et dès le 25 juin, date de la mise en œuvre de l'armistice, les différents commandements allemands s'étaient installés dans la ville : Hôtels Continental et Moderne, Caserne Guépin et rue de la Mairie. Des lors allait s'abattre sur Brest et son agglomération le chapelet des interdictions allemandes.

Le 19 juin en soirée, le Maire de Saint-Marc, Monsieur Jaouen, est convoqué par un officier allemand au Moulin-Blanc. Il lui sera signifié que le Maire est placé sous ses ordres, que la population devra remettre en mairie les armes à feu, les armes blanches ainsi que les postes de radio. Un couvre-feu est instauré de 22 heures à 4 heures du matin. Le 22 juin, diverses autres mesures sont énoncées : les pillages, sabotages... seront punis de mort.

En juillet 1940, c'est la circulation dans l'agglomération des véhicules et des piétons qui est interdite de 23 heures à 5 heures du matin ainsi que le stationnement sur la voie publique de plus de trois personnes. Les piétons sont également priés de "circuler sur la voie droite dans le sens de la marche". Le 11 septembre, les autorités allemandes augmentent provisoirement le couvre-feu (20 heures - 6 heures) jusqu'au 2 octobre : elles estiment que "l'attitude des Français envers eux "laisse à désirer". Le 21, le stationnement devient interdit place de la Tour d'Auvergne et la circulation partiellement interdite dans les rues Emile Zola, du Château et Voltaire. Les bals commencent à être interdits. Le 14 juillet se passe dans la

discretion (petits bouquets de fleurs aux couleurs tricolores, port de vêtement aux couleurs nationales...).

Depuis le 1^{er} septembre 1940, l'éclairage des rues et des places est proscribed, les maisons doivent être calfeutrées et aucune leur ne doit filtrer.

Fin 1940, on commence à entendre sur Radio-Londres, radio interdite, un refrain sur l'air d'une cucaracha, lancée par le brestois Jean Oberlé, "Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand".

En décembre, les postes de TSF doivent être rendus aux autorités allemandes. Malgré cela, on se regroupe en cachette pour écouter de plus en plus nombreux, les quatre notes de l'indicatif de "Radio-Londres", émission destinée aux Français, les notes de la 5^{ème} Symphonie de Beethoven ou les trois points traits de l'alphabet signifiant le "V" de la Victoire.

Le 15 janvier 1941, c'est au tour de la pêche d'être interdite. Des chansons passent sous le manteau comme le "chant de l'alerte" chanté sur l'air "d'après de ma blonde...".

Par contre, les cinémas continuent d'accueillir des spectateurs (en janvier 1943, l'entrée du Vox est interdite aux moins de 18 ans pendant toute la durée de projection de "Pépe le Moko"...).
 Enfin, le 7 août 1944, début du siège de Brest, la loi martiale est instituée : nul ne doit ouvrir ses fenêtres, se pencher au dehors et bien sûr circuler dans les rues. □



La vie quotidienne :

...la vie scolaire



Ecole Sanquer - Photo de la classe du Cours Supérieur de Madame Jouêtre (décédée dans l'abri Sadi-Carnot) - 1942

Coll. Amis de Recouvrance



La Dépêche - Coll. Archives Municipales

Repli du collège technique à Quimper
17 mai 1943



Série H - Archives Municipales

Repli du lycée mixte et du collège moderne dans la Sarthe
24 mai 1943

Année scolaire 1939-1940 :

- Juin 1940 : mois de fuite devant l'ennemi et début de la réorganisation scolaire. Certaines écoles sont occupées par la troupe qui se replie ; les réfugiés et certains enfants partent à la campagne dans les familles.
- 28 juin : réouverture des écoles à l'exception de quelques unes et perturbations dans les dates d'examens : certificat d'études, brevet, baccalauréat.

Année scolaire 1940-1941 :

- Octobre 1940 : la rentrée scolaire a lieu, malgré de nombreuses difficultés. Ainsi, à Recouvrance, les élèves du cours complémentaire de la rue Vauban sont regroupés avec ceux de la place Sanquer et de la rue de la Mairie, dans les locaux de la rue Michelet. Le déménagement de Vauban s'effectue dans des conditions rocambolesques : les chaises sont transportées par les élèves eux-mêmes.
- Février 1941 : suite à des bombardements à impacts particuliers, le Petit Lycée est évacué et le Grand Lycée supprime son internat. En outre, sur décision du gouvernement de Vichy, certains manuels sont interdits.
- Mai 1941 : "L'école professionnelle de jeunes filles" annonce sa fermeture et fait connaître les possibilités de repli.
- Juillet 1941 : Les épreuves du baccalauréat ont lieu à la fin du mois. La *Dépêche* du 1^{er} août communique les sujets.
- Août 1941 : "L'école professionnelle de jeunes filles" devenue "Ecole Pratique de jeunes filles" annonce son repli sur Quimper.

Année scolaire 1941-1942 :

- Les écoles de l'agglomération brestoise ne rouvriront pas. Des solutions de remplacement sont alors trouvées. Ainsi, quelques classes sont ouvertes à Daoulas et à Landerneau, des listes de communes d'accueil sont dressées et des particuliers ouvrent des cours privés, limités et payants. En outre, des départs sont organisés vers des départements d'accueil (Sarthe et Loir-et-Cher) ; ils se poursuivront jusqu'en 1943. Certains élèves restent à Brest.
- 10 novembre 1941 : Coup de théâtre ! Des écoles primaires épargnées par les bombes rouvrent pour les nombreux enfants restés à Brest. Ceux du lycée, de l'école primaire supérieure et celles du cours complémentaire Michelet se regroupent dans un même bâtiment à Sanquer avec les mêmes professeurs (planification ou unification faute de locaux mais aussi de personnel enseignant, et n'oublions pas les révocations de Vichy).
- Les journées d'école sont tronquées par les alertes et les déplacements sont longs et fatigants pour certains élèves qui viennent de tous les coins de Brest.

Année scolaire 1942-1943 :

- Nouveau coup de théâtre : le lycée revient à Brest intra-muros, l'Ecole Primaire Supérieure, devenue Collège moderne en 1942, part... dans la Sarthe. Les élèves de Michelet retournent dans leurs murs pour ce qui concerne les classes de quatrièmes et troisièmes, les cinquièmes rejoindront, quant à eux, Fénelon réquisitionnée par la ville.
- Mars 1943 : c'est le final, suite aux avertissements répétés de la sous-préfecture : suppression des cartes d'alimentation pour les enfants et jeunes en formation scolaire dont les familles refusent la solution de repli hors de Brest. Cet ultimatum entraîne un nouvel et dernier exode pour la population scolaire. ☐

Texte : C. Bramé des Amis de Recouvrance



Série H - Archives Municipales

Fermeture des écoles Courrier de l'Inspecteur d'Académie - Juillet 1941



Série H - Archives Municipales

Fermeture des écoles Courrier de la ville de Brest - Septembre 1941



Coll. Amis de Recouvrance

Cours complémentaire de la rue Jules Michelet - 29 janvier 1943



Les civils, victimes de la guerre :

Les destructions



Immeubles détruits - Bas de la rue de Siam (en arrière plan la grande grue) - 1944

Ph. Coll. Archives Municipales

La mobilisation générale ayant été ordonnée le 1^{er} septembre 1939, c'est à 3 heures 15 dans la nuit du 16 novembre que la première alerte est donnée par la sirène de Brest.

Dès lors, elles vont se succéder sans beaucoup de répit pour la population (en 1940, on compte 4 alertes en septembre, 12 en octobre, 8 en novembre, puis encore 11 en décembre).

Le port militaire connaît ses premières bombes le 14 juin 1940, l'aviation allemande prend en effet pour cible le cuirassé Richelieu. A cette occasion, des maisons sont touchées rue Pierre Loti, à Recouvrance. Le premier bombardement allié de la ville a lieu, lui, le 8 juillet. Le 20 septembre, trois bombes anglaises sont lâchées sur le dépôt des machines de la gare.

On peut considérer trois périodes dans les bombardements de la ville :

- une première période qui va du 8 juillet 1940 au 11 février 1942. D'août 1940 à décembre 1941, la mairie dénombre 241 morts et 408 blessés. En 1941, année où deux croiseurs allemands seront dans le port de Brest et pris pour cible par l'aviation britannique protégeant les convois dans l'Atlantique, les Brestoix vivront plus de 200 heures d'alerte. Les bombardements les plus meurtriers sont ceux du 14 au 15 avril 1941 (l'hôpital civil est touché), et celui du 24 juillet 1941 sur Laninon (159 morts et 146 blessés).

- une deuxième période qui s'ouvre le 7 novembre 1942 dans la soirée pour aller jusqu'au 16 avril 1943. Les cibles visées sont les bateaux allemands, la base sous-marine et les aérodromes. Du 2 janvier 1942 à avril 1943, la mairie dénombre 120 morts et 141 blessés.

- la troisième et "dernière" période des bombardements de Brest qui correspond à l'annonce officielle du siège, le 7 août 1944. Elle marque l'anéantissement de la ville sous le feu conjugué de l'aviation alliée, de l'artillerie américaine et des destructions par le feu provoquées volontairement par les Allemands. Quatre-vingt-dix pour cent des immeubles seront détruits entièrement ou partiellement. Quatre-vingt-trois Brestoix y perdront la vie, ce qui porte le nombre de victimes, selon le dénombrement de la mairie, à 444 morts.

Les civils auront donc payé un lourd tribut tout au long de ces combats et n'auront pas été épargnés.



Impacts des bombes tombées sur la Ville - 1941-1944

Site H - Archives Municipales



Le centre ville détruit - Rue de Siam - 1944

Ph. Coll. Archives Municipales



Le pont tournant
Une partie du pont démolie - 1944

Ph. Coll. Archives Municipales



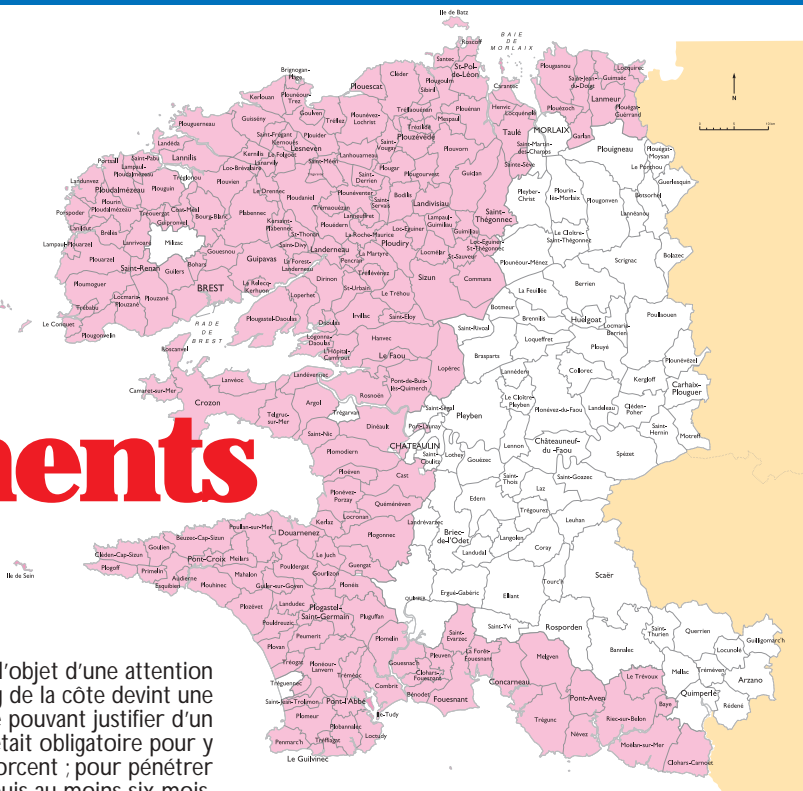
Registre de la Défense Passive
Extrait des listes des victimes civiles - 1941-1943

Site H - Archives Municipales



Les civils, victimes de la guerre :

Les déplacements



Localités situées dans la zone côtière interdite - 1944
Communauté Urbaine et Ville de Brest - Service de l'Information Géographique (SIG) - Juillet 2001

A cause de sa situation stratégique, la Bretagne fut l'objet d'une attention particulière dès les premiers mois d'occupation. Le long de la côte devint une zone interdite à toute personne non résidente ou ne pouvant justifier d'un logement secondaire, un laissez-passer spécial était obligatoire pour y pénétrer. En 1942, les restrictions de circulation se renforcent ; pour pénétrer dans la zone, il faut justifier d'y avoir son domicile depuis au moins six mois. Ces dispositions ne sont pas applicables aux éléments des troupes d'occupation qui sont libres de circuler et prioritaires pour occuper les résidences secondaires réquisitionnées.



Carte de séjour - Juin 1945



Courrier de la Kreiskommandatur de Brest
Interdiction de circulation pour la population civile
2 décembre 1940



Courrier de la Kreiskommandatur de Brest
Interdiction de traverser le Goulet
18 février 1942



Courrier de la sous-préfecture de Brest
Interdiction de pêcher dans la Rade
10 janvier 1941



Courrier du maire de Brest au curé de St Martin
Refus de laisser-passer à des vicaires
10 février 1941



Les civils, victimes de la guerre :

Les évacuations



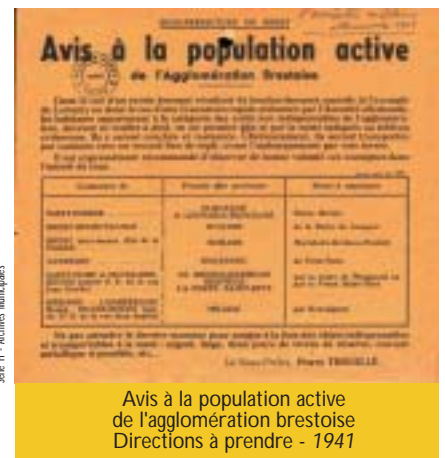
Evacuation de la population civile
Départ du premier train de réfugiés pour le Loir-et-Cher - 15 février 1943 - *At. Coll. Archives Municipales*

Dès le début des hostilités, les migrations de réfugiés sont régies par le principe de la "dispersion", démarche individuelle et volontaire, cependant encouragée par le gouvernement. Le plan national de dispersion, antérieur au conflit, sera mis en œuvre dès le début de la guerre. La dispersion consiste à réduire la densité des populations soumises à un risque de guerre en les aidant à se mettre en sécurité dans des zones de repli.

A Brest, au début du conflit, il n'existe pas à proprement parler d'ordres d'évacuation, seuls des conseils sont adressés à la population et plusieurs familles se réfugient dans des communes du Finistère. Les autorités allemandes s'opposent formellement à l'évacuation de la population active.

Alors que 1940 avait été relativement calme, les années suivantes sont marquées par le retour de violents bombardements. Un projet d'évacuation de la population brestoise est alors étudié. Le 9 février 1943, le sous-préfet de Brest fait paraître un avis dans la presse locale annonçant l'évacuation obligatoire des non-indispensables. Malgré un contrôle sévère, un permis de séjour est exigé pour le renouvellement des titres d'alimentation. Une partie de la population est réticente au départ. Les réfugiés partent pour l'Ille-et-Vilaine, le Loir-et-Cher et la Sarthe.

Dès le Débarquement des alliés, la situation évolue rapidement. Victor Eusen, Président de la Délégation Spéciale, décide, sous la pression allemande, de l'évacuation de la population civile en profitant d'une trêve qu'il a obtenue des belligérants américains et allemands pour les 13 et 14 août 1944. □



Série H - Archives Municipales

Avis à la population active de l'agglomération brestoise
Directions à prendre - 1941



At. Coll. Archives Municipales

17^{ème} départ de trains de réfugiés pour le Loir-et-Cher : évacuation de la population civile 8 mai 1943



Série H - Archives Municipales

Evacuation des populations sur Guilers 29 mars 1943



Ph. Coll. Archives Municipales

Distribution de soupe aux réfugiés à Saint-Renan



L'entraide



Bon de solidarité de 50 francs
Série H - Archives Municipales

Dès le début de la guerre, des associations de solidarité et de sinistrés apparaissent à Brest, à côté de la Croix-Rouge déjà existante. Tout d'abord, le Secours National (né le 29 mai 1915 et revitalisé en octobre 1939) ; son siège est au 43, rue Emile Zola. Il doit faire face à de multiples situations :

- demande des sinistrés, réfugiés et évacués.
- ravitaillement des vieillards et infirmes qui refusent de partir.
- secourisme de base au cœur des bombardements.

Dès mai 1941, il met en place l'abri du Sinistré au 14 rue Jean Macé (ancien cours Fénelon) où 50 lits sont prêts en permanence pour les sinistrés.

On note aussi la création du Comité Ouvrier de Secours Immédiat, né en mars 1942 et de l'Association des Auxiliaires de la Défense Passive.

À la Libération, le Secours National devient l'Entraide Française. Elle a un rôle important à Brest où elle secourt 19670 familles. Elle participe à la construction de baraquements, d'un foyer ouvrier, d'une école ménagère, d'un centre d'accueil... Elle est dissoute le 1^{er} mai 1949. □

L'adoption de Brest par la Ville de Lyon

Le 4 décembre 1941, le Conseil municipal de Lyon, à la suite d'une démarche de son Eminence le Cardinal Gerlier, Primat des Gaules, archevêque de Lyon, décidait à l'unanimité d'adopter la ville de Brest. Cette décision faisait suite à une initiative de M. le Chanoine Courtet, curé de Saint-Louis de Brest, approuvée par Mgr Duparc, évêque de Quimper et par M. Eusen, président de la Délégation Spéciale de Brest.

Dès janvier 1942, M. Villers, alors Maire de Lyon, venait apporter à la population brestoise l'assurance de la sympathie de ses citoyens et en même temps remettait un premier million pour parer aux besoins les plus urgents des sinistrés.

Peu après, une souscription recueillait à Lyon, en moins de huit jours, un million cent mille francs supplémentaires.

Un double comité était alors créé à Lyon et à Brest pour la distribution des secours tant en espèces qu'en nature.

Des centaines d'enfants brestois séjournèrent dans des familles lyonnaises pendant plusieurs années.

À différentes reprises la ville de Lyon reçut des délégations officielles de la ville de Brest. D'autre part, M. le professeur Bertrand qui avait succédé à M. Villers comme Maire de Lyon, accompagné de quelques-uns de ses collaborateurs et Son Eminence le Cardinal Gerlier se rendirent à Brest pendant ces années tragiques pour apporter aux malheureuses populations de la ville et de son agglomération les encouragements de leurs concitoyens. □



Série H - Archives Municipales

Insigne du comité Lyon-Brest

La quinzaine de bienfaisance de Lyon en faveur des sinistrés brestois" 21 mai 1943



La Dépêche - Coll. Archives Municipales

"A Lyon, M. Eusen évoque les souffrances et le courage des Brestois" - 21 mai 1943



La Dépêche - Coll. Archives Municipales



Série H - Archives Municipales

Brochure "La famille du prisonnier"



Série H - Archives Municipales

Libération des prisonniers de guerre Formulaire de demande bilingue



Série H - Archives Municipales

Comité Lyon-Brest Timbre à l'effigie de la ville martyre



Coll. Amis de Beauremaiz, 14 rue Jean Macé, Brest

Bon de solidarité de 1 franc



Une ville libérée :

La libération de Brest



Militaires américains à l'Octroi
Ph. Coll. Archives Municipales

Le siège de Brest, commencé dès les premières journées d'août 1944, dure six semaines : il s'achève le 18 septembre.

Fin août, le général américain Middleton, qui commande le huitième corps d'armée, rassemble une puissance de feu énorme.

Le 25 août, c'est l'attaque des trois divisions d'infanterie américaines, soutenues à terre par la sixième division blindée et dans les airs par les forteresses volantes. La deuxième attaque à l'est, la huitième au nord et la vingt-neuvième à l'ouest. Mais les Allemands résistent toujours et il faut attendre le 9 septembre pour que l'avance américaine reprenne. Les 10, 11 et 12 septembre, les faubourgs sont conquis. Le repli allemand est jalonné d'incendies allumés par les fantassins. Le 16, après la chute des forts de Kéranroux et Montbarey, Recouvrance est libéré, les défenses allemandes cèdent partout.

Le 18 septembre, à 15 h 00, le pavillon français est hissé au mât de la préfecture maritime. Le 20, Middleton et un représentant des forces britanniques procèdent à la remise officielle de la ville à Jules Lullien, Président de la Délégation Spéciale, après la mort de Victor Eusen dans l'explosion de l'abri Sadi-Carnot.



Ph. Coll. Archives Municipales

Bâtiments en ruines rue Louis Pasteur - 1944



Capitulation allemande
Reddition du général allemand Ramcke à Crozon - 19 septembre 1944

La libération de Brest
à travers la presse
20 et 21 septembre 1944

Le Télégramme et Ouest-France - Coll. Archives Départementales du Finistère



Une Maison de la Paix à Brest



Le Mémorial de Caen :
un musée pour la Paix

*“La douleur m'a brisée,
la fraternité m'a relevée.
De ma blessure a jailli
un fleuve de liberté.”*

Cérémonie devant l'abri Sadi-Carnot
20 septembre 1944



Ph. Coll. Archives municipales

Pour rappeler
aux Brestois et à nos visiteurs
la destruction de Brest
par la guerre,
les drames
vécus par les Brestois...



Architecte : Yann WAFFLARD - 97, rue Jean Jaures - BREST

...pour apprendre
à construire la Paix,
pour éduquer à la Paix.